



# SIFÉE

Secrétariat international francophone  
pour l'évaluation environnementale

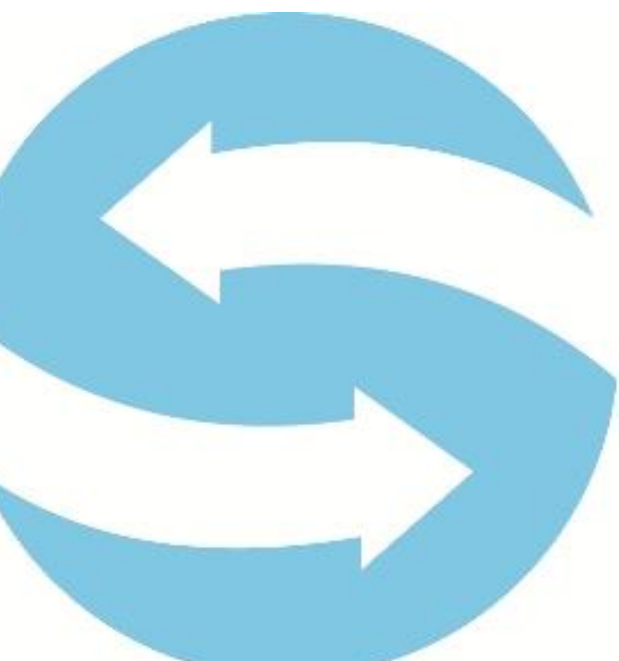
## RAPPORT ANNUEL 2019 | 2020



22<sup>e</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



COTONOU 2019  
9-11 SEPTEMBRE



1<sup>er</sup> septembre 2020

Le fonctionnement du SIFÉE est soutenu par le ministère français de la Transition écologique et solidaire (MTES), le ministère québécois de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC) et le ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).



Le SIFÉE est associé à l'*International Association for Impact Assessment*.



MOTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION	
Mot de la présidente	5
Mot du directeur général	6
ACTIVITÉS	
22 <sup>e</sup> Colloque international (Cotonou 2019)	7
Atelier de formation en évaluation environnementale (Cotonou 2019)	7
Séminaire virtuel SIFÉE – CNÉE - AOAÉE	8
Conférence-atelier AQÉI – SIFÉE	8
Recherche pour Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)	8
Consultation réalisée pour l'IGF	9
ORGANISATION	
Direction et conseil d'administration	9
Membres	10
Réseau	10
RAPPORT FINANCIER	
Bilan financier 2019	10
Prévisions budgétaires 2020	11
PERSPECTIVES 2020-2021	
Avenir du SIFÉE	11
Projets spécifiques à venir	13
ANNEXES	
Membres du conseil d'administration 2019-2020	15
Plan stratégique 2019-2021	16
Liste des membres organisationnels au 1 <sup>er</sup> septembre 2020	17
Liste des membres individuels au 1 <sup>er</sup> septembre 2020	18
Budget prévisionnel 2020	20

## MOTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION

### Mot de la présidente



À titre de représentante du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) du Québec, c'est avec grand plaisir que j'ai accepté le poste de présidente du conseil d'administration du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) il y a presque un an maintenant. Je profite de l'occasion pour remercier les membres du conseil d'administration pour la confiance qu'ils m'ont accordée afin de contribuer au succès de cet organisme.

Le rôle que joue le SIFÉE à promouvoir l'évaluation environnementale dans l'espace francophone est toujours actuel et nécessaire. Le succès des activités réalisées en 2019-2020 présentées dans ce rapport permettent d'en témoigner. Cette année a notamment été marquée par la tenue à Cotonou du 22<sup>e</sup> colloque international du SIFÉE du 9 au 11 septembre 2019 sur le thème « Évaluation environnementale et enjeux fonciers ». De nombreux participants ont assistés au colloque et à l'école d'été et cela démontre le grand intérêt de ses membres à la tenue d'un tel événement. La qualité des échanges et la diversité de l'affiliation des participants témoignent de la pertinence du thème qui a été abordé durant ces trois jours de présentations. La mobilisation de l'Agence béninoise de l'environnement a grandement contribué au succès de l'événement et je tiens à leur transmettre mes plus sincères remerciements. La participation des membres du SIFÉE au colloque démontre aussi de la vitalité de l'intérêt pour cet événement à travers les différents pays de la francophonie.

La situation relative à la sécurité sanitaire en lien avec la pandémie de COVID-19 est venue bouleverser les plans de plusieurs d'entre nous en 2020. Les activités prévues par le SIFÉE ne font pas exception. En effet, l'organisation du colloque international annuel qui devait avoir lieu au Canada a été suspendue et sa tenue a été reportée à une date indéterminée. Certaines rencontres ont pu être organisées de manière virtuelle sous la forme de webinaires réalisés en collaboration avec différents partenaires. La direction a aussi profité de cette période pour faire une pause dans le cycle habituel des activités de l'organisme et approfondir sa réflexion par rapport à son avenir. Un sondage a d'ailleurs été transmis en ligne en juin dernier afin d'apprécier la satisfaction de ses membres par rapport aux services offerts et trouver des pistes de solution. Nous vous remercions grandement de votre participation. Des recherches menées par la direction ont aussi permis de développer de nouveaux partenariats et permettront, j'en suis certaine, de prévoir de nouvelles activités fort intéressantes pour l'ensemble de notre réseau de professionnels en évaluation environnementale du SIFÉE.

Je profite de l'occasion pour remercier les membres du conseil d'administration pour leur collaboration et la direction du SIFÉE pour son excellent travail. Je suis également fort enthousiaste par rapport aux activités prévues dans la prochaine année et je vous invite à vous impliquer de près ou de loin à son succès.

Marie-Lou Coulombe

Présidente du conseil d'administration

## Mot du directeur général



L'année 2020 est l'année de tous les dangers ou de tous les espoirs. En effet, les restrictions aux déplacements pour lutter contre la pandémie ont obligé la direction à annuler la plupart des activités prévues, incluant le colloque international qui devait avoir lieu au Canada, privant l'organisme d'une part importante de ses revenus. Il est utile de rappeler à cet égard que les appuis des gouvernements français et québécois au fonctionnement du SIFÉE comptent pour un peu moins de 50 % de son budget annuel, l'autre moitié provenant des revenus générés par ses activités.

Une rencontre entre le SIFÉE et ses trois principaux contributeurs, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), aura lieu le 4 novembre 2020 pour discuter de la situation financière du SIFÉE à court terme, mais pas uniquement. Après vingt-trois années d'existence, une réflexion s'impose sur la mission de l'organisme, les moyens nécessaires à la poursuite de ses activités et à la réalisation des divers projets envisagés essentiels à sa relance.

Lors de la dernière réunion du conseil d'administration, la direction a fait des propositions pour augmenter la présence de l'organisme sur le terrain et pour mettre en œuvre les mesures de son plan d'action 2019-2021, particulièrement en ce qui concerne le volet renforcement des capacités dont les principaux éléments ont été présentés à l'occasion de l'assemblée générale de l'année dernière (mot du directeur général). Également, de nouveaux partenariats se profilent à l'horizon.

Entre autres, il y a la création d'une plateforme numérique d'échanges en Afrique de l'Ouest en collaboration avec la Commission néerlandaise de l'évaluation environnementale (CNÉE) et l'Association ouest-africaine de l'évaluation environnementale (AOAÉE). Mentionnons également la contribution du SIFÉE à l'élaboration du guide publié par le Forum intergouvernemental sur les mines, les minéraux, les métaux et le développement durable (IGF) sur la gestion environnementale et sociale de sites miniers. D'autres collaborations avec l'IGF sont à venir.

Le sondage en ligne réalisé par la direction, le 1er juin dernier, tend à confirmer les besoins de ses membres en matière de communication et l'importance du rôle joué par le SIFÉE à cet égard par l'organisation d'activités regroupant les intervenants du domaine de l'évaluation environnementale (colloque, séminaire virtuel), la diffusion d'information sous la forme d'articles scientifiques et de chroniques portant sur l'actualité en évaluation environnementale (correspondants du SIFÉE). Il en est de même des besoins en matière de renforcement des capacités.

Ces besoins ont changé, mais demeurent importants. La demande ne porte plus tellement sur les formations de base en évaluation environnementale, mais sur la mise en œuvre des processus existants et la résolution de problèmes pratiques auxquels sont confrontés les praticiens sur le terrain à l'étape de l'analyse des impacts et de la gestion environnementale des projets. Le succès du séminaire virtuel organisé en collaboration avec la CNÉE et l'AOAÉE illustre de façon éloquente l'émergence de ces préoccupations.

Aussi, malgré l'espoir suscité par ces collaborations et ces projets ainsi que l'appui attendu de ses contributeurs principaux pour traverser cette période difficile, il est important de mentionner que l'avenir du SIFÉE se trouve d'abord et avant tout entre les mains de ses membres qui devront se mobiliser au cours des prochains mois pour en assurer la pérennité.

Gilles Côté

Directeur général

## ACTIVITÉS

### Vingt-deux 22<sup>e</sup> Colloque international et atelier de formation du SIFÉE en évaluation environnementale (Cotonou, Bénin 2019)



Le 22<sup>e</sup> colloque international du SIFÉE en évaluation environnementale a eu lieu à Cotonou (Bénin) du 9 au 11 septembre 2019 sur le thème : « Évaluation environnementale et enjeux fonciers ». Le colloque était suivi d'un atelier de formation du 12 au 14 septembre 2019 sous le thème : « Évaluation environnementale et enjeux fonciers : la géomatique comme outil d'aide à la décision ».

L'évènement s'est tenu sous l'égide du ministère du Cadre de vie et Développement durable (MCVDD) et de l'Agence béninoise de l'environnement (ABE), cette dernière agissant comme organisme hôte. À ce titre l'ABE a pris en charge certains aspects locaux et régionaux de l'organisation du colloque et de l'atelier de formation.

L'évènement a connu un grand succès sur le plan de la participation. Le nombre d'inscriptions au colloque se situe dans la haute moyenne à 175 participants. L'atelier de formation a attiré 100 personnes, alors que le budget prévisionnel en prévoyait 70.

L'évènement a bénéficié de l'appui financier du gouvernement béninois par le biais du MCVDD et de l'ABE qui ont pris en charge certaines dépenses. De plus, le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (PAIA-VO), mené par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche du Bénin a assumé le coût de l'inscription d'une dizaine de personnes au colloque et à l'école d'été. Enfin, la Banque africaine de développement (BAD) a offert un appui financier de 12 000\$ au colloque et l'Association des promoteurs de drague de Cotonou a offert un appui de 6 500\$.

Il faut également souligner la contribution d'Insuco et plus particulièrement de son directeur général pour l'Afrique, Peter HOCHET. Sa participation à l'organisation de l'évènement et la mobilisation de nombreux membres de son personnel à titre de conférencier au colloque et de formateur à l'atelier de formation ont contribué au succès de l'évènement.

Il est important de préciser que Peter HOCHET est membre du Comité technique foncier et développement (CTFD), un groupe de réflexion et d'échanges qui associe depuis plus de 15 ans des spécialistes de disciplines et de compétences variées sous l'égide de l'Agence française de développement (AFD) et du ministère des Affaires étrangères français. La participation de M. HOCHET a été rendue possible par l'intermédiaire du CTFD dont le travail sur les questions foncières nous avait été signalé par Maya LEROY, membre du conseil d'administration du SIFÉE.

La direction tient à souligner également le travail de Mme Conchita MEVO GUEZO KÊDOWIDÉ qui a joué le rôle de coordonnatrice, animatrice et formatrice dans le cadre de l'atelier de formation. Elle a su entre autres mobiliser à la dernière minute toutes les ressources humaines nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre des participants et trouver des solutions aux problèmes techniques afin que la formation se déroule bien malgré tout.

Enfin, l'évènement n'aurait pas été possible sans le travail acharné de Mélissa MARTEL, gestionnaire, administration et projets au SIFÉE. Elle a su notamment répondre aux très nombreux imprévus qui caractérisent l'organisation de ce type d'évènement.

Les activités du colloque se sont généralement bien déroulées grâce à la mobilisation du personnel de l'ABE que la direction tient à remercier, ainsi que son directeur François-Corneille KÊDOWIDÉ. Sur le plan du contenu, les commentaires recueillis sur place auprès des participants au colloque sont généralement positifs bien que certains aient déploré le manque de temps pour poser des questions. Les ajustements apportés au programme jusqu'à la dernière minute ainsi qu'au déroulement des activités sur place expliquent cette situation.

Le panel de discussion sur le thème de la réglementation foncière a été particulièrement apprécié. Il a été l'occasion pour des représentants des États et des partenaires techniques et

financiers de présenter leur point de vue respectif sur la question, et de parler de certaines initiatives innovantes face au défi de la gestion du foncier en contexte africain. Le panel de discussion sur le thème des enjeux fonciers dans les processus d'évaluation environnementale a été également très apprécié. Le panel organisé en collaboration avec la Commission néerlandaise de l'évaluation environnementale (CNÉE) était constitué de représentants de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), de l'Agence du cadre de vie et du développement territorial (ACVDT) du Bénin, de la Banque africaine de développement (BAD) et de représentants de cinq agences publiques responsables des processus d'évaluation environnementale en Afrique. L'identification de tous les participants à ces panels figure au programme du colloque disponible sur le site web du SIFÉE aux pages 9 et 12. Les commentaires écrits reçus des participants à l'atelier de formation furent également positifs.

### **Séminaire virtuel SIFÉE – CNÉE - AOAÉE**

La *Commission néerlandaise de l'évaluation environnementale* (CNÉE) en collaboration avec l'*Association ouest-africaine de l'évaluation environnementale* (AOAÉE) et le SIFÉE ont organisé un séminaire virtuel du type Webinaire portant sur le thème « Les évaluations environnementales : est-ce une opportunité pour le développement durable en Afrique de l'Ouest ? » Le séminaire visait à sensibiliser les acteurs publics et privés au rôle de l'évaluation environnementale dans l'amélioration des processus de décision publique, qu'il s'agisse de la réalisation de projets de développement spécifiques ou de l'élaboration des politiques, des plans et des programmes en matière de développement sectoriel et de développement territorial.

Le séminaire consistait en un panel de discussion avec des personnes-ressources impliquées dans la réalisation d'évaluations environnementales stratégiques appliquées à l'élaboration de plans et de programmes en matière de développement territorial et sectoriel. Au nombre de trois, les cas présentés étaient les suivants :

- (1) l'évaluation environnementale stratégique du programme de développement intégré et durable de la zone du bassin versant de Sourou au Mali ;
- (2) l'évaluation environnementale stratégique des activités d'exploration et de production pétrolière et gazière offshore au Sénégal ;
- (3) l'évaluation environnementale stratégique du plan d'exploitation des ressources dans le bassin du fleuve Bafing en Guinée.

L'évènement qui a eu lieu le 3 juin 2020 a attiré 133 participants en provenance de milieux divers : ministères et agences publics de pays de l'Afrique de l'Ouest, consultants, organisations non gouvernementales nationales, universitaires, organisations supranationales (UEMOA, autorité du bassin du Niger), partenaires techniques et financiers pour le développement (programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD), etc.)

Ce premier séminaire virtuel constitue le prélude à une collaboration plus soutenue entre la CNÉE, l'AOAÉE et le SIFÉE dans l'avenir et qui pourrait aboutir à la réalisation d'activités diverses comme des formations payantes. Nous avons reçu de la CNÉE une proposition de participer à la création d'une plateforme numérique d'échanges en Afrique de l'Ouest.

### **Conférence-atelier AQÉI – SIFÉE**

L'*Association québécoise pour l'évaluation d'impacts* (AQÉI) et le SIFÉE ont organisé conjointement une conférence-atelier sur le thème de la « démarche d'analyse des impacts structurée par enjeux ». L'activité a eu lieu le mercredi 27 mai 2020 et a attiré 70 personnes. Elle était gratuite pour les membres du SIFÉE et de l'AQÉI, mais payantes pour les non membres. Cette activité s'inscrit dans les efforts de la direction du SIFÉE pour intensifier la collaboration



avec des organismes œuvrant dans le domaine de l'évaluation environnementale au Québec et au Canada.

### **Recherche pour le *Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) – Québec***

Au mois de mars 2019, le SIFÉE a reçu le mandat du *Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)* pour la réalisation d'une recherche portant sur les pratiques en matière d'évaluation d'impacts sociaux en vertu des quatre processus d'évaluation environnementale applicables au *Nunavik* (nom donné au territoire québécois situé au-delà du 55<sup>e</sup> parallèle nord). À la lumière des résultats de la recherche dont le rapport a été remis en juillet 2019, le CCEK a décidé de poursuivre la recherche.

Ce deuxième mandat vise à formuler des recommandations au CCEK afin d'améliorer la pratique de l'évaluation des impacts sociaux et les processus afférents. La recherche est en cours de réalisation. Le rapport d'analyse préliminaire doit être remis d'ici la fin de l'année.

### **Consultation réalisée pour l'IGF**

Les membres du Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable (IGF) ont décidé en 2017 d'élaborer un nouveau document d'orientation portant sur le cadre juridique de l'évaluation de l'impact environnemental et social et les plans associés dans le contexte de l'octroi des permis et de la négociation de contrats miniers. En 2018, l'IGF a mandaté le SIFÉE pour procéder à un examen du document de discussion publié en marge de la préparation du guide et pour solliciter des avis d'experts auprès de quelques membres de son réseau. Il est important de mentionner que l'IGF considère le SIFÉE comme son interlocuteur privilégié pour obtenir l'avis d'experts francophones au même titre que l'International Association for Impact Assessment (IAIA) dans les pays anglophones.

Suite à la remise du rapport de consultation sur le document de discussion, le 30 octobre 2018, l'IGF a sollicité le SIFÉE à nouveau pour procéder à un examen du projet de guide. Le rapport a été remis le 30 novembre 2019. Le lancement de la version française du guide auquel participera le directeur du SIFÉE et un des experts qui a participé à la consultation aura lieu au courant du mois d'octobre.

## **ORGANISATION**

### **Direction et conseil d'administration**

La composition du conseil d'administration 2019-2020 et du comité exécutif est présentée à l'**annexe 1**.



### **Bilan des activités du conseil d'administration et du comité exécutif**

Le conseil d'administration s'est réuni trois fois cette année. La 73<sup>e</sup> réunion régulière a eu lieu du 30 octobre au 5 novembre 2019, elle avait pour but d'élire les nouveaux officiers. Les 74<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> réunions régulières ont été tenues aux mois de février et de juillet 2020.

### ***Remplacements au sein du conseil d'administration***

Lors de l'assemblée générale en septembre dernier, deux membres du conseil d'administration ont terminé leurs mandats, M. Joël Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO de JAT Consulting et M. Claude CODJIA du Groupe d'Études interdisciplinaires en géographie et environnement régional de l'UQAM (GEIGER). Nous les remercions de leur contribution. Egis Structures et Environnement a été réélue au poste Europe – Entreprise et sa représentante Mme Virginie Defromont, nouvellement membre individuelle, a été remplacée par M. Jean-Louis MALFERE. M. Edmond

Zouzoua de NEXON Consulting a aussi rejoint le CA au poste Afrique - Entreprise. Finalement, l'Agence béninoise pour l'environnement (ABE) a été réélue au poste Afrique – organisme gouvernemental.

## Membres



### *État de l'effectif*

En date du 1er septembre 2020, le SIFÉE comptait 34 membres organisationnels, répartis sur 13 pays francophones. Parmi les catégories de membres sont représentées comme suit : 8 organismes à but non lucratif; 13 entreprises; 10 organismes gouvernementaux; et 3 institutions d'enseignement ou de recherche. La liste actualisée des organismes membres est présentée à **l'annexe 3**.

Deux nouveaux membres organisationnels ont rejoint le réseau. Il s'agit de :

- Cabinet ENVAL SARL, Côte d'Ivoire
- H & B Consulting, Cameroun

L'organisme n'ayant pas renouvelé son adhésion au cours de l'année 2019 est :

- Communauté électrique du Bénin (CEB), Togo

### *Membres individuels*

Lors de l'assemblée générale annuelle 2017, les membres du SIFÉE ont adopté une modification des statuts de l'organisme visant l'établissement d'une catégorie de membre « individuel ». Cette catégorie a attiré plusieurs nouveaux membres au cours de l'année 2018. Malheureusement, il est plus difficile d'obtenir le renouvellement des adhésions de cette catégorie de membres. Nous avons fait un suivi auprès de tous les membres ayant adhéré depuis 2018 et pour le moment, nous avons obtenu le renouvellement des adhésions d'une vingtaine de membres individuels. Depuis 2018, plusieurs dizaines de demandes d'adhésion individuelle ont été reçues et une cinquantaine de personnes ont donné suite à l'acceptation de leur adhésion. La liste des membres individuels est publiée sur le site Internet du SIFÉE et est reproduite à l'annexe 4.

## Réseau

Le SIFÉE rayonne bien au-delà de son bassin de membres. Il anime également un réseau élargi de spécialistes et d'intervenants francophones en évaluation environnementale.

### *Diffusion d'information en évaluation environnementale*

Afin de favoriser le développement et le partage d'information en évaluation environnementale dans l'espace francophone, le SIFÉE publie intégralement les actes de ses colloques internationaux en évaluation environnementale et le contenu de ses formations.

Le site web et la page Facebook du SIFÉE servent également à diffuser les activités et les publications de ses membres et partenaires. Sa liste de diffusion compte plus de 4000 adresses et rejoint un vaste bassin d'intervenants et de praticiens dans différents domaines liés à l'évaluation environnementale.

### *Les correspondants du SIFÉE*

Nous avons lancé un nouvel appel à correspondants en avril dernier et avons reçu plus d'une trentaine de candidatures. Les candidatures de sept nouveaux correspondants ont été retenues. Ils et elles rejoignent les quatre correspondants déjà actifs depuis deux ans. Nous avons agrandi l'équipe afin d'être en mesure de publier au moins une chronique par mois, ce que nous n'arrivions pas à faire avec un seul correspondant par région. La réponse enthousiaste des nouveaux correspondants nous permet de croire que nous atteindrons cet objectif!

## **RAPPORT FINANCIER**

### **Bilan financier 2019**

Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 se trouvent en annexe. Les résultats au 31 décembre 2019 affichent un déficit des produits sur les charges de 12 777\$. Ce mauvais résultat découle de l'annulation de la formation de Yaoundé. L'activité n'a rien rapporté et a nécessité un temps de préparation important. Le temps consacré par le personnel du SIFÉE à la préparation de l'activité en équivalant salaire s'élève à 15 519\$, ce à quoi il faut ajouter des dépenses s'élevant à 3 490\$ pour un total de 19 000\$. Fort heureusement, le colloque de Cotonou a été un succès tant sur le plan de la participation que sur le plan financier. Nous avons aussi augmenté nos revenus de cotisations par rapport aux dernières années et réduit quelques dépenses de fonctionnement.

### **Prévisions budgétaires 2020**

L'annulation de nos activités au mois de mars laissait présager un déficit important pour l'année en cours. Les activités organisées par le SIFÉE comptant pour environ 50% des revenus de l'organisme, il est difficile de remplacer ce manque à gagner à court terme. Toutefois, l'éligibilité du SIFÉE à la subvention salariale d'urgence du Canada a permis d'équilibrer notre budget annuel. L'annonce de la prolongation de cette subvention jusqu'en décembre, puis jusqu'à l'été prochain, nous permet de continuer nos activités. Cette subvention est offerte aux organisations ayant subies des pertes de revenus d'au moins 30% afin qu'elles puissent réembaucher ou garder le lien d'emploi avec leurs employés. La subvention couvre 75% des salaires admissibles des employés. Elle doit servir entièrement au paiement de ces salaires.

## **PERSPECTIVES 2020-2021**

### **Avenir du SIFÉE**

Comme mentionné précédemment, les restrictions aux déplacements découlant de la pandémie, n'ont pas été de nature à favoriser la mise en œuvre du plan d'action 2019-2021, particulièrement en ce qui concerne les mesures visant à diversifier et à augmenter la fréquence des activités génératrices de revenus comme le colloque et les formations qui se déroulent traditionnellement en présentiel. Toutefois, abstraction faite des circonstances particulières que nous vivons actuellement, comme rapportées par la direction à l'occasion de la 72<sup>e</sup> réunion du conseil d'administration du SIFÉE, les actions entreprises au cours des dernières années pour diversifier ses sources de revenus (ne se limitant pas à la période 2019-20), ont connu un succès mitigé.



Depuis sa fondation en 1997, le développement du SIFÉE a été étroitement lié à une collaboration soutenue avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). Jusqu'en 2013, l'IFDD a été partenaire dans l'organisation du colloque international en évaluation environnementale et de l'école d'été en finançant la participation d'une vingtaine de personnes, choisies selon un processus d'appel à propositions administré par le SIFÉE.

De plus, jusqu'en 2016, le SIFÉE était le « bras agissant » de la mise en œuvre du programme de maîtrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement (MOGED) de l'IFDD en ce qui concerne l'organisation de formations et la publication de textes portant sur l'évaluation environnementale, la participation citoyenne et le développement durable. Toutefois, la réorientation des priorités de l'IFDD et la réduction des deux tiers du budget accordé à ces thématiques, ainsi que la volonté de la direction du programme MOGED de prendre en charge la gestion de ses activités, rôle joué par le SIFÉE au cours des dernières années, ont fait en sorte de réduire considérablement les sources de collaboration dans l'avenir.

Qui plus est, les règles administratives de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) concernant la passation de marchés qui imposent dorénavant de procéder par appel d'offres pour des mandats dépassant un certain montant, rend à toutes fins utiles impossible la signature d'entente de collaboration à long terme avec l'IFDD.

Néanmoins, en 2017, le SIFÉE et l'IFDD ont signé un protocole d'entente par lequel ce dernier s'engageait à contribuer au financement de quatre formations (en raison d'une formation par année), dans le cadre du programme national de formation du SIFÉE. Malheureusement, l'application de cette entente a été suspendue dans le cadre de la révision de ses programmes au début de l'année courante.

C'est pourquoi, parmi les mesures annoncées dans le plan d'action, il était prévu d'explorer les possibilités d'association ou de mutualisation avec d'autres organisations (organisation internationale, centre de recherche, etc.) en vue d'établir de nouveaux partenariats, à court et à moyen terme. Nous avons établi ou renforcé les contacts avec divers organismes parmi lesquels les grands organismes de financement multilatéraux comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Toutefois, les besoins de ces organismes sont très spécifiques et nécessitent des ressources (humaines et financières) dont le SIFÉE ne dispose pas. Qui plus est, les mandats que nous pourrions éventuellement réaliser pour ces organismes pour la réalisation de tâches spécifiques, en plus de placer potentiellement le SIFÉE en conflit d'intérêts avec ses propres membres parmi lesquels plusieurs bureaux d'étude, l'éloignement de sa mission première consistant à servir de plate-forme d'échange entre les intervenants du domaine de l'évaluation environnementale en Francophonie.

C'est dans cette perspective que le projet de création d'une plate-forme d'échange en Afrique de l'Ouest (décrit à la rubrique « Projets spécifiques à venir » ci-après), apparaît plus porteur, mais surtout plus cohérent avec la mission du SIFÉE. Cela n'exclut pas toutefois de réaliser des mandats mentionnés précédemment comme la recherche pour le CCEK et la consultation sur l'élaboration du guide pour le compte de l'IGF qui concerne le développement de la pratique de l'évaluation environnementale. Qui plus est, la création d'une plate-forme d'échange qui pourra servir de véhicule à la réalisation de formations en mode virtuel est cohérente avec la mission du SIFÉE.

Par ailleurs, à l'occasion de la 72e réunion du CA, la direction a proposé de revoir le positionnement du SIFÉE par rapport à sa mission de renforcement des capacités dans le domaine de l'évaluation environnementale. Il s'agissait plus spécifiquement de conclure des ententes avec des organismes publics (ex. : agences publiques responsables des processus d'évaluation environnementale à l'échelle nationale) ou privés (entreprises, institutions d'enseignement, etc.) pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités à moyen et à long terme. Comme proposé, ces programmes seraient l'objet d'ententes-cadres entre, d'une part le SIFÉE et les territoires ou les organisations concernés d'autre part. S'échelonnant sur une ou plusieurs années, ils comporteraient la réalisation de plusieurs activités prenant la forme de formations ou de projets de nature diverse (projets pilotes), chacun étant l'objet d'ententes spécifiques par la suite.

Comme évoqué par la direction, l'élaboration de programmes de renforcement des capacités sous la responsabilité du SIFÉE comporterait l'avantage de permettre aux organismes concernés de mieux planifier leurs activités dans ce domaine, d'en faciliter le financement à cause de la stabilité induite par une stratégie à long terme et leur prise en charge par un organisme crédible, le SIFÉE, jouissant d'une indépendance reconnue au regard des aléas du politique. Étant donné son vaste réseau, le SIFÉE a la capacité de mobiliser les ressources nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et, du coup, contribuer à faire connaître l'expertise présente sur le territoire africain, mais inégalement répartie et souvent mal connue.

Toutefois, la réalisation de cette proposition nécessite de trouver des partenaires fiables, ayant la volonté de s'impliquer sur le long terme. Aussi, telle entreprise ne saurait être menée à distance. Au-delà de l'élaboration d'un cadre contractuel soigneusement confectionné, elle nécessite une présence soutenue sur le terrain que ne peut assumer la direction du SIFÉE de Montréal.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire de constituer un réseau de « représentants du SIFÉE » qui auraient pour mission de rechercher les opportunités de collaboration et de conclure des ententes avec les organismes concernés sous la supervision du conseil d'administration du SIFÉE et de sa direction. Les personnes recherchées pour jouer ce rôle seraient connues dans leur milieu pour leur probité sans faille, qualités nécessaires à l'établissement de relations de confiance et le respect des engagements.

Un réseau de « représentants du SIFÉE » constituerait également une réponse à la demande exprimée par plusieurs membres du SIFÉE d'accroître la présence de l'organisme sur le terrain, ce que ne permet pas la réalisation d'activités ponctuelles. La participation des personnes identifiées au SIFÉE au sein des multiples réseaux actifs dans le domaine de l'évaluation environnementale contribuerait à combler cette lacune. Enfin, la présence sur le terrain ne requiert pas la création d'un bureau du SIFÉE ayant pignon sur rue en Afrique, et cela d'autant que l'organisme ne dispose pas de ressources à cette fin.

### **Projets spécifiques à venir**

#### *23e Colloque international du SIFÉE en évaluation environnementale (Canada)*

Suite à l'accueil favorable reçu des membres SIFÉE à la proposition de tenir le prochain colloque international en évaluation environnementale sur le thème des « enjeux de la modernisation des régimes d'autorisation environnementale en Francophonie », la direction a entamé des démarches pour trouver des partenaires, parmi lesquels l'Agence d'évaluation d'impacts du Canada (AÉIC) et de la direction des évaluations environnementales du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) du Québec.

Dans le meilleur des scénarios, le colloque qui aurait dû normalement avoir lieu à l'automne 2020 est reporté à 2021. Cependant aucune date n'a encore été déterminée étant donné l'incertitude entourant l'évolution de la pandémie.

Formation au Togo : Mise en œuvre et suivi-évaluation des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) des projets et programmes

Le SIFÉE est associé à une formation organisée en collaboration avec l'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE) du Togo et l'Université de Lomé sur le thème : « Élaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) des projets et programmes ».

Cette collaboration s'inscrit dans une stratégie du SIFÉE pour appuyer ses membres dans l'organisation d'activités de renforcement des capacités en évaluation environnementale. Dans le cas présent, le programme de la formation a été élaboré par Hassane CISSE (membre du CA du SIFÉE) et par Karim SAMOURA (ancien directeur du SIFÉE).

L'entente avec les organisateurs de l'activité prévoit un certain droit de regard sur le contenu de la formation pour approbation et l'affichage du logo du SIFÉE dans la publicité de l'évènement. Le SIFÉE recevra une somme forfaitaire en retour de l'utilisation de son logo et de l'appui reçu.

L'appui du SIFÉE n'a pas pour objectif de remplacer le programme des formations nationales dans le cadre duquel il prend en charge tous les aspects de l'organisation de l'activité en collaboration avec un organisme hôte.

Création d'une plate-forme d'échange numérique en Afrique de l'Ouest

Comme mentionné précédemment, le SIFÉE envisage, en collaboration avec CNÉE et l'AOAÉE, de créer une plate-forme d'échange numérique en Afrique de l'Ouest. Ce projet s'inscrit dans la continuité du séminaire virtuel qui a eu lieu en juin dernier.

La création d'une plate-forme numérique est un projet ambitieux parce qu'impliquant le montage d'un site Web interactif et l'embauche d'une ressource pour s'en occuper. Une idée semblable avait été évoquée au sein du conseil d'administration du SIFÉE il y a quelques années, mais ne s'était jamais matérialisée en raison de l'importance de l'investissement financier initial nécessaire à sa réalisation et de la difficulté à en faire une activité qui, à terme, s'autofinancerait.

Toutefois, le projet comme envisagé propose une « phase transitoire » menant à la création de la plate-forme et qui consisterait en l'organisation de séminaires virtuels payants. Les bénéfices générés par les séminaires pourraient contribuer au financement de la plate-forme en plus des subventions obtenues des divers organismes intéressés au projet.

Il faut quand même rappeler que l'organisation de séminaires virtuels implique un certain investissement en temps et en ressources. Aussi, le cas échéant, il faudra prévoir un montage financier pour chaque séminaire virtuel qui devra s'autofinancer comme tout autre projet du SIFÉE. Enfin, il faudra élaborer une entente de collaboration avec les partenaires du projet.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Membres du conseil d'administration du SIFÉE 2019-2020

	Président sortant	M. Joël Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO	
<b>Comité exécutif</b>	<b>Titre</b>	<b>Organisation</b>	<b>Représentation</b>
	Présidente Élection : novembre 2017	Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), Québec  <i>M. Marie-Lou COULOMBE</i> Termine en 2020 (3 ans)	Amérique - Organisme gouvernemental
	Membre du Conseil Élection : septembre 2019	Egis Structure et Environnement  M. Jean-Louis MALFERE Termine en 2022	Europe - Entreprise
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2018	Association nigérienne des professionnels en études d'impact sur l'environnement <i>M. Hassane DJIBRILLA CISSÉ</i> Termine en 2021 (3 ans)	Afrique - Organisme à but non lucratif
	Secrétaire-Trésorier Élection: Septembre 2019	NEXON <i>M. Edmond Zouzoua</i> Termine en 2022 (3 ans)	Afrique - Entreprise
<b>Conseil d'administration</b>	Membre du Conseil Élection: Novembre 2017	AgroParisTech-ENGREF, France <i>Mme Maya LEROY</i> Termine en 2020	Europe - Institution d'enseignement ou de recherche
	Membre du Conseil	Vacant	Amérique - Institution d'enseignement ou de recherche
	Vice-présidente Élection : septembre 2018	Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), France  <i>Mme Gwendoline ROUZIÈRE</i> Termine en 2021 (3 ans)	Europe - Organisme gouvernemental
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2019	Agence béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin <i>M. François-Corneille KEDOWIDE</i> Termine en 2022	Afrique - Organisme gouvernemental
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2018	<i>M. Ambroise Urbain FOUTOU</i> Termine en 2021 (3 ans)	Afrique - Représentant – membre individuel
	Membre du Conseil Élection: Novembre 2017	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) Termine en 2020	Amérique - Organisme à but non lucratif
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2018	Hydro-Québec <i>Mme Marjorie HARVEY</i> Termine en 2021 (3 ans)	Amérique - Entreprise
	Membre du Conseil Élection :	Vacant	Europe – Organisme à but non lucratif
Membre du Conseil Élection :	Vacant	Afrique - Institution d'enseignement ou de recherche	

## Annexe 2 : Plan stratégique 2019-2021

Plan stratégique 2019-2021		
Orientations	Démarches / Projets / Actions	Lieux / Échéanciers
<b>Objectif 1 : Augmenter les revenus liés au fonctionnement</b>		
<b>1.1 : Élargir le bassin de membres</b>	1.1.1 : Mettre en œuvre une démarche systématique de recrutement dans les régions et les catégories sous-représentées	Élaboration (2018); Mise en œuvre (chaque année)
	1.1.2 : Approcher des organismes faisant partie de la nouvelle sous-catégorie de membre "Administration locale, municipale ou régionale"	(janvier 2019)
	1.1.3 : Publiciser la nouvelle catégorie de membre "individuel"	(deux fois par année, janvier et juillet)
<b>1.2 : Trouver de nouvelles subventions au fonctionnement</b>	1.2.1 : Approcher de manière ciblée de nouveaux grands contributeurs potentiels parmi les organismes gouvernementaux (Europe et Amérique)	(janvier à juin 2019)
	1.2.2 : Effectuer des demandes auprès de fondations, d'ONG et de banques de développement susceptibles d'être intéressées par notre mission	(janvier à juin 2019)
<b>1.3 : Explorer de nouveaux modes de fonctionnement moins coûteux</b>	1.3.1 : Explorer les possibilités d'association ou de mutualisation avec une autre organisation (organisation internationale, centre de recherche, etc.)	(juillet à décembre 2019)
	1.3.2 : Évaluer les avantages et inconvénients du statut d'organisme de bienfaisance et entamer les démarches requises, le cas échéant	(juillet à décembre 2019)
<b>Objectif 2 : Augmenter les revenus liés aux activités</b>		
<b>2.1 : Augmenter la fréquence des activités génératrices de revenus</b>	2.1.1 : Assurer la réalisation d'un Colloque international par année et commencer la planification deux ans à l'avance	Bénin (septembre 2019); Canada (septembre 2020)
	2.1.2 : Réaliser une deuxième édition de la Formation sur la gestion et la fermeture des sites miniers et industriels	Afrique centrale (avril 2019)
	2.1.3 : Lancer un appel à propositions parmi les membres pour la réalisation de nouvelle "Formations du SIFÉE"	Annuellement
<b>2.2 : Trouver de nouveaux mandats ponctuels à court terme</b>	2.2.1 : Déposer, en partenariat avec l'AQOCI, un projet de renforcement des capacités des organismes de coopération internationale à AMC	Dépôt (décembre 2018); Réalisation (automne 2019)
	2.2.2 : Offrir nos services aux banques de développement (BM, BAD, etc.) pour répondre à leurs besoins en matière de renforcement des capacités	(2019-2020)
	2.2.3 : Adapter l'offre de services du SIFÉE afin de pouvoir répondre aux nouvelles normes d'appels d'offres de l'IFDD-OIF	Adaptation (2018); offre de services (2019-2020)
<b>2.3 : Explorer de nouveaux partenariats pour des collaborations à long terme</b>	2.3.1 : Négocier des ententes-cadres de collaboration avec les banques de développement (BM, BAD, etc.)	(2019-2020)
	2.3.2 : Négocier des ententes-cadres de collaboration avec des universités et centres de recherche	(2019-2020)



### Annexe 3 : Liste des membres organisationnels au 1<sup>er</sup> septembre 2020

Agence béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin	Groupe d'Étude et de Recherches en Population-Environnement et Développement (GERPED), Burundi
Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE), Togo	Groupe d'Études interdisciplinaires en Géographie et Environnement régional (GEIGER) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
AgroParisTech, France	Groupe d'Experts pour une Responsabilité Sociale et Environnementale (GERSE), Burkina Faso
Association camerounaise pour l'évaluation environnementale (ACAMEE), Cameroun	H & B Consulting, Cameroun
Association nigérienne des professionnels en études d'impact environnemental (ANPÉIE), Niger	Haut-Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger, Niger
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI), Canada	Hydro-Québec, Canada
BIOTOPE Madagascar, Madagascar	JAT Consulting SARL, Togo
Bureau d'études, recherches et consultations environnementales du Congo (BERCECO), Rep. Dém. du Congo	Land-Ressources Sarl, Madagascar
Bureau national d'évaluation environnementale (BNEE), Niger	Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), France
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), Canada	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), Canada
Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), France	Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), Canada
Bureau national des évaluations environnementales (BUNÉE), Burkina Faso	NEXON Consulting, Côte d'Ivoire
Cabinet ENVAL SARL, Côte d'Ivoire	Office national pour l'environnement (ONE), Madagascar
Chambre ivoirienne des Experts-conseils en Évaluations environnementales et Sociales (CIVEXES), Côte d'Ivoire	SAVAIVO, Madagascar
Egis Structures et Environnement, France	Service d'appui à la gestion de l'environnement (SAGE), Madagascar
Global Security and Environment Consultancy (GLOSEC), Tchad	Société d'études et de conseils pour le développement et l'environnement (SECDE), Togo
Groupe d'Experts pour le Développement durable (GEDD-Sarl), Mali	Université d'Abomey-Calavi (UAC), Faculté des Lettres, Arts et Sciences humaines (FLASH), Bénin

#### Annexe 4 : Liste des membres individuels au 1<sup>er</sup> septembre 2020

Jean-Pierre BEYA DIBUE  
Professeur, Institut supérieur des techniques médicales  
/ Université de Kinshasa  
Rép. Dém. du Congo

Noé DESTIN  
Directeur Adjoint, Bureau National d'Évaluation  
Environnementale (BNEE)  
Haïti

Abla Mimi EDJOSSAN-SOSSOU  
Chercheur  
France

Abderrahim EL BOUKHARI  
Ingénieur  
Maroc

Martin Luther FENJOU NJOYA  
Chef du département environnement, Arab Contractors  
Cameroun

Ambroise Urbain FOUTOU  
Consultant en évaluation environnementale  
Bamako, Mali

Yvon GUERRIER  
Chargé de Relations publiques et internationales,  
Porteur de Dossier développement durable et Résilience  
Delmas, Haïti

Alain P. K GOMGNIMBOU  
Chercheur-Enseignant, Centre national de la Recherche  
scientifique et technologique  
Burkina Faso

Sotelle HOUSSOU  
Consultant individuel  
Bénin

Pingd-Wendé Stanislas KABORE  
Environnementaliste  
Burkina Faso

Koffi Chrysogone KASSEGNE  
Directeur, Cabinet décisionnel management consulting  
Cotonou, Bénin

Keiba Noël KEUMAN  
Enseignant  
Côte d'Ivoire

Kouadio Arnaud KOUAME  
Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guee  
Daloa  
Daloa, Côte d'Ivoire

Marc-Antoine LADOUCEUR  
Président, Auditera  
Canada

Jean-Paul LEDANT  
Consultant indépendant, collaborateur externe de  
l'IGEAT (ULB) et de l'IDD (Institut pour un  
développement durable)  
Belgique

Badara MBAYE  
Directeur, Cabinet ICO DAKAR SÉNÉGAL  
Sénégal

Alain Christian MBIH NJOH BOMOUT  
Cameroun

Ayao MISSOHOU  
Professeur, École Inter-États des Sciences et Médecine  
vétérinaires (EISMV)  
Sénégal

Ghinlain Thierry MOTCHEBONG  
Surintendant, santé, sécurité, environnement. Nordgold,  
Bissa  
Ouagadougou, Burkina Faso

Abdoul NASSER  
Enseignant-chercheur  
Cameroun

Anne Raynale Brunelle NGO NJEHEMLE epse  
MAHOUE  
Expert environnementaliste  
Cameroun

Eugène NDEMA NSOMBO  
Étudiant en Maitrise gestion de l'environnement,  
Université de Sherbrooke campus de Longueuil  
Canada

Yedalanwo Francis NINGOU  
FOUNDER & CEO, YEDAN  
Côte d'Ivoire

Jacqueline NTSAMA ATANGANA  
Docteur - Enseignant chercheur et Chef de  
Département, Université de Ngaoundéré  
Cameroun

Pierre OUANGBAO  
Expert en évaluation environnementale  
Bangui, République Centrafricaine

Yagnama Rokia OUATTARA EPSE COULIBALY  
Chercheur, Centre de Recherche en Écologie (CRE),  
Université Nanguï Abrogoua (UNA)  
Côte d'Ivoire

Watta OUEDRAOGO KOULIBALY  
Directrice de l'Assainissement et de la Prévention des  
Risques environnementaux, ministère de  
l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)  
Burkina Faso

Pierre OYO  
Conservation de la faune congolaise (CFC)  
Brazzaville, Congo

Félix Junior RONY  
Consultant en évaluation environnementale et sociale  
Port-au-Prince, Haïti

Claude SALUMU  
Expert juriste en évaluation environnementale  
Agence congolaise de l'Environnement  
Rep. Dem. du Congo

Pierre SENÉCAL  
Consultant indépendant (spécialisé en évaluation des  
impacts sociaux)  
Canada

Jean SIMOS  
Docteur, Université de Genève  
Suisse

Ghislain TCHAKOUNTE NOUDJA  
Avocat, Barreau du Cameroun  
Cameroun

Franck Ghislain Kokou Awaz TOUDJI-BANDJE  
Étudiant, Université Aube Nouvelle  
Burkina Faso

Jean de Dieu Hermann ZONGO  
Étudiant, Université Aube Nouvelle (UAUBEN)  
Burkina Faso